

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous  
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP21 de Paris. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) mais aussi sur notre site [www.rac-f.org/ECO-a-Paris-COP21](http://www.rac-f.org/ECO-a-Paris-COP21) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## RESTER SOUS 1,5 °C, CE N'EST PAS SEULEMENT DE LA SCIENCE : C'EST UN IMPERATIF MORAL

Tous les pays qui remettent en cause à la nécessité d'un objectif à long-terme pour limiter le réchauffement à 1,5 °C devraient interroger leur conscience. Pour ceux qui ont enduré des événements climatiques extrêmes dus à la hausse des températures déjà constatée de 1°C, toute tentative pour négocier une hausse supplémentaire des températures est une violation de la vie de nombreux êtres humains, ainsi qu'une menace pour les écosystèmes et les espèces. Les pays qui ont déjà été impactés n'ont souvent pas le temps de s'adapter, et risquent donc de souffrir de pertes et dommages irréversibles. Cette réalité doit être prise en compte

par l'Accord de Paris. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en reconnaissance des risques encourus par ses pays membres, en appelle à une accélération des investissements pour l'adaptation et la réduction des risques liés aux désastres. Le soutien à la résilience et à la gestion du risque doit être renforcé, et doit aussi prendre en compte les questions de genre, les questions culturelles et les besoins des plus vulnérables. Voilà ce que demande ECO pour la COP21, en matière de décisions sur les pertes & dommages et sur l'adaptation. Les changements du système climatique ont déjà engendré d'énormes dangers,

qui ont coûté des milliers de vies et menacés des capitaux importants dans les pays les plus fragiles. La communauté scientifique a répondu aux appels de la société civile et des pays vulnérables, notamment le Climate Vulnerable Forum (groupe qui rassemble les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques), en évaluant la faisabilité de garder le réchauffement sous les 1,5 °C via la réduction des émissions. ECO affirme que pour garder la tête haute à la COP21, il faut une conscience claire. Nous regarderons les têtes baissées au Bourget.

## Game over pour l'air chaud ?

ECO constate que plusieurs pays tentent d'atteindre le niveau maximal du nouveau jeu vidéo à la mode : CAP-MAN, notre superhéros combattant les méchants de l'air chaud.

Les gagnants du jour sont 5 pays européens (Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Suède et le Royaume-Uni) qui ont décidé de supprimer leur surplus d'air chaud en annulant 643,9 millions d'AAU (Assigned Amount Units) contenus dans la première période du protocole de Kyoto. Ils ont aussi annoncé des annulations significatives d'ici à 2020.

Ces unités correspondent aux objectifs fixés par les pays dans le cadre du protocole de Kyoto.

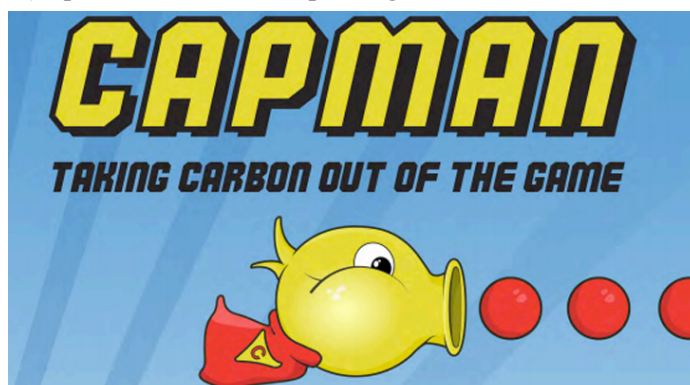
Leur annulation est une contribution bienvenue pour les ambitions pré-2020.

On constate aujourd'hui un vide de 11 gigatonnes dans le Protocole de Kyoto. Selon les règles en vigueur, le surplus d'émissions AAU ne pourra pas être utilisé après 2020. Mais si les États autorisent leurs prolongations, l'utilisa-

tion de ces unités périmées de carbone (comme les compensations carbone d'ailleurs), risque de diluer les efforts de réduction des émissions après 2020.

ECO espère que dans la course qui vise à exclure du jeu le plus le carbone possible, l'initiative d'aujourd'hui sera étendue à l'ensemble des unités en surplus qui pourraient nuire aux engagements climatiques post 2020.

En effet, l'Accord de Paris devrait encourager les nouvelles initiatives climatiques additionnelles, plutôt que de recycler les vieilles idées.



## «Limiter» les émissions dans les transports ? C'est « so Kyoto » !

À la suite du « Fossile du jour » décerné mercredi à l'OMI et à l'OACI, ECO ne pouvait être plus heureux en constatant que les émissions issues du transport maritime et de l'aviation civile sont mentionnées dans le projet d'accord de vendredi.

Mais ECO se demande aussi pourquoi personne n'a remplacé le terme « limitation » par

« réduction » de leurs émissions, en référence au Protocole de Kyoto,

L'expression « limitation » permet la croissance continue d'émissions, plutôt que les réductions requises pour ne pas dépasser notre budget carbone initial.

Il est nécessaire de réduire les émissions de ces deux secteurs, dont les émissions ne sont toujours pas prises en compte dans les engagements nationaux (INDC), si l'on souhaite atteindre l'objectif de long terme de l'accord. D'ailleurs, il existe de nombreuses façons de réduire leurs émissions sans nuire au commerce.

À l'heure actuelle, le fait que l'OACI ne souhaite parler que de ses émissions post 2020 et que l'OMI ne se fixe même pas de « limitation », est un feu vert pour le « Business as Usual » (on continue comme si de rien n'était).

Ainsi, les négociateurs doivent chasser le terme de « limitation » présent dans Kyoto, et lancer un appel clair en direction de l'OMI et l'OACI afin qu'elles contribuent équitablement à réduire les émissions dans l'objectif de maintenir l'élévation de température en deçà de 1,5°C et leur demander de faire partie de l'inventaire global des émissions, mentionné à l'article 10.

### La Norvège, Fossile des droits de l'Homme

Parfois, même pour les pays les plus engagées, les arbres cachent la forêt. La Norvège en particulier, qui prétend être championne en matière des droits de l'homme, refuse d'inclure certains mots dans l'article 2, qui pourtant protègeraient les droits humains. Parmi ces mots, on note : les droits des peuples indigènes, l'égalité des sexes, l'équité intergénérationnelle, une transition juste, la sécurité alimentaire et l'intégrité des écosystèmes.

La Norvège et les Etats-Unis prétendent que ces points n'ont rien à voir avec l'objectif de l'Accord de Paris. Quel retour en arrière depuis le programme intégré adopté en septembre à New York ! Comment les gouvernements peuvent-ils espérer éradiquer la pauvreté, promouvoir une justice sociale et résoudre la crise climatique s'ils refusent d'adopter une approche cohérente ?

Au lieu de cela, ils suggèrent que les droits de l'homme ne soient pas un principe global. Dites-nous, Norvège et Etats-Unis : quel aspect de la politique climatique ne concerne-t-il pas les droits de l'homme ?

Le Fossile du jour va donc à l'Arabie saoudite ! Et c'est un très lourd !

La délégation officielle de ce pays fait de son mieux pour supprimer toute allusion à la limite des 1,5°C dans l'accord. Elle essaie de torpiller trois ans de travail scientifique sous mandat des gouvernements, qui montre clairement que 2°C est déjà trop élevé pour les communautés vulnérables dans le monde. Elle fait des pieds et des mains pour que l'accord dise d'une manière ou d'une autre « merci d'avoir parlé de cela, mais cela ne nous intéresse pas ». Un avertissement est également lancé à l'Inde et à la Chine qui essaient de supprimer toute allusion aux 1.5°C et au groupe des pays arabes qui soutiennent implicitement l'Arabie Saoudite, alors qu'ils vivront directement les conséquences des changements climatiques.

Le second Fossile est décerné à un groupe de trois pays : la Norvège, les Etats-Unis... et l'Arabie saoudite, encore une fois ! Ces trois farceurs menacent le cœur de la transition vers les énergies renouvelables, souhaitée par le reste du monde. Ils bloquent les éléments essentiels : respecter les

droits humains, maintenir la sécurité alimentaire, promouvoir la protection des écosystèmes et assurer l'intégrité sociale et la santé des populations. Cela serait super que les membres des ambitieuses délégations du groupe des pays arabe se lèvent et rappellent à leurs amis de l'Arabie saoudite que la COP21 n'est pas un jeu.

Pour le troisième et dernier Fossile du Jour, nous avons choisi... l'Arabie saoudite, ENCORE ! Leur délégation semble défendre un monde qui se réchaufferait d'environ 3°C. Ils bloquent toute révision des plans climat nationaux (dans le jargon onusien : les INDCs) en 2018 ou plus tôt. Cela permettrait pourtant à tous les pays d'améliorer leurs engagements et d'éviter d'atteindre ce niveau de réchauffement considéré comme catastrophique par les scientifiques. L'Arabie saoudite veut donc enchaîner les 150 autres pays à ses pauvres ambitions climatiques.



#### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Marie Atinault, Jean-Pierre Moussally, François Périllon, Annick Poole, Magali Rubino, Isabelle Vercaigne et Gwenael Wasse. Coordination : Simon Coquillaud